



Desafíos

ISSN: 0124-4035

revistadesafios.urosario@gmail.com

Universidad del Rosario

Colombia

Launay, Stephen

Démocratie représentative et démocratie participative. Remarques pour une comparaison de la
Colombie et du Venezuela contemporains

Desafíos, vol. 24, núm. 1, enero-junio, 2012, pp. 155-173

Universidad del Rosario

Bogotá, Colombia

Disponible en: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=359633171006>

- Cómo citar el artículo
- Número completo
- Más información del artículo
- Página de la revista en redalyc.org

redalyc.org

Sistema de Información Científica

Red de Revistas Científicas de América Latina, el Caribe, España y Portugal

Proyecto académico sin fines de lucro, desarrollado bajo la iniciativa de acceso abierto

Démocratie représentative et démocratie participative. Remarques pour une comparaison de la Colombie et du Venezuela contemporains

STEPHEN LAUNAY*

Artículo recibido: 10 de abril 2012

Artículo aprobado: 20 de mayo 2012

Para citar este artículo: Launay, Stephen (2012). “Démocratie représentative et démocratie participative. Remarques pour une comparaison de la Colombie et du Venezuela contemporains”. *Desafíos* 24-I, pp. 155-173.

Resumo

Sans prétendre à l'exhaustivité, cet article cherche à démontrer le caractère dual de la démocratie participative en commençant, sur le plan théorique, par présenter quelques traits distincts et significatifs des différences entre ce qui est censé appartenir en propre à la démocratie représentative et ce qui est censé relever de la démocratie participative ; et dans un deuxième temps en abordant les correspondants pratiques de ces traits au Venezuela et en Colombie.

Mots clé: *démocratie représentative, démocratie participative, démocratie libérale, autoritarisme.*

* Doctor en ciencia política; Habilitación para Dirigir Investigaciones (Título posdoctorado). Profesor en la Université de Paris Est (Marne-la-Vallée; Francia); Director de investigación en el Creda (Institut des Hautes Etudes d'Amérique Latine, Université de Paris 3-Sorbonne Nouvelle). Autor de numerosos libros y artículos de ideas políticas, relaciones internacionales y política comparada, en francés, español e inglés, en particular *Chávez-Uribe, deux voies pour l'Amérique Latine?* (*¿Chávez-Uribe, dos vías por América latina?*), París, Buchet-Chastel, 2010.

Democracia representativa y democracia participativa. Comentarios alrededor de la comparación entre la Colombia y la Venezuela contemporáneas

Resumen

Sin pretender ser exhaustivo, este artículo quiere demostrar la doble naturaleza de la democracia participativa. Se inicia por la presentación teórica de algunos rasgos y diferencias significativas entre lo que se supone que es propio de la democracia representativa y lo que se supone pertenecer a la democracia participativa. En un segundo momento, se abordan las prácticas correspondientes de estas características en Venezuela y Colombia.

Palabras clave: *democracia representativa, democracia participativa, democracia liberal, autoritarismo*

Democracia representativa e democracia participativa. Comentários acerca da comparação entre a Colômbia e a Venezuela contemporâneas

Abstract

This article seeks to demonstrate the dual nature of participatory democracy first by presenting, from a theoretical framework, some distinct features and significant differences between what is supposed to be peculiar to representative democracy and what is supposed to be part of participatory democracy, and secondly by addressing the corresponding practices of these characteristics in Venezuela and Colombia.

Keywords: *representative democracy, participatory democracy, liberal democracy, authoritarianism*

Depuis la crise du communisme occidental, dans les années soixante-dix, est apparue ce qui est présenté comme une nouvelle formule de la démocratie, et comme un ajout à la démocratie représentative, ou libérale, ou moderne: la «démocratie participative». Présentée d'abord comme un ensemble de formules pratiques ou de «dispositifs» approfondissant la démocratie représentative, en ce qui concerne la souveraineté et la volonté populaires sous les divers aspects de la participation, la démocratie participative a peu à peu été conçue comme un substitut de la démocratie représentative (Sintomer, 2009). Elle prend même, dorénavant, les traits d'une mystique inédite de la politique dont la seule énonciation semble promettre un avenir meilleur.

C'est, en effet, qu'elle fait son lit des déceptions que la démocratie, telle que nous la connaissons, provoque. Son prosaïsme, la professionnalisation des politiques qui est assimilée à de la technocratie, la liberté individuelle qu'elle promeut, laissent les citoyens responsables de leur propre bonheur. Or, la démocratie participative promet, au contraire, le bonheur dans la participation permanente, dans la réunion unifiée des énergies, dans la projection collective d'aspirations dont la première n'offre, au mieux, que le cadre et les conditions de réalisation.

Sur le plan historique de la généalogie des idéologies, la démocratie participative est venu s'articuler au populisme jusqu'à en constituer un synonyme. Or, du ciel des idées et de la dispersion des pratiques (budgets participatifs), cette formule a pris corps de façon systémique au Venezuela, sous la présidence de Hugo Chávez. Les traits qui lui sont inhérents se sont cristallisés dans un régime politique qui permet d'en apprécier les tenants et les aboutissants après plus de treize années de gouvernement. Le chemin de la comparaison est alors indispensable. La Colombie voisine offre cette possibilité parce qu'elle appartient à la même aire culturelle, qu'elle a été un partenaire par excellence de toutes les sortes d'échanges envisageables et qu'elle incarne aujourd'hui, au contraire, une démocratie représentative qui tente de se consolider et avec laquelle les motifs de dissensions n'ont pas manqué depuis le début des années deux mille.

Or, nous savons, depuis au moins Montaigne, face à la découverte du «Nouveau Monde», depuis Montesquieu et sa comparaison anglaise, et depuis Tocqueville et son voyage en démocratie américaine, que la comparaison est un outil de *connaissance*, de soi et de l'autre. Ce qui permet de mieux *comprendre* les caractères spécifiques des mœurs et des institutions politiques des pays comparés; ce qui permet, encore, de montrer la *relativité* d'une formule particulière par le jeu des singularités, de leur diversité (Badie, Hermet, 2001: 2-3). La comparaison peut alors être dite indispensable aussi parce qu'elle rapproche sans confondre. Elle est alors d'autant mieux venue qu'elle ne tombe toutefois pas dans le relativisme qui empêche tout rapprochement significatif, à partir des intentions, des discours et des pratiques.

Il se trouve que, dans le cas qui nous occupe, la démocratie participative se pose en s'opposant à la démocratie représentative et que le Venezuela chaviste se pose lui-même en voie totalement distincte de celle empruntée depuis longtemps par la Colombie. Nous avons donc ici les éléments d'un type-idéal à la Max Weber puisque nous avons à notre disposition à la fois les concepts et les cas pratiques.

Notre thèse est double. Sa première facette est que la démocratie participative, tout comme son synonyme, le populisme, fait *système*, d'une manière comparable à ce que représentait et représente encore le communisme: sa visée dépasse la seule application de formules partielles. De là découle sa deuxième facette qui est de constituer une formule *fallacieuse* de remplacement de la seule démocratie moderne véritable et réelle, pour ne pas dire une «supercherie» comme l'affirme Hermet du populisme (Hermet, 2001: 207). Non qu'elle ne puisse établir un régime à part entière; mais ce qu'elle institue est plutôt marqué au sceau de la désinstitutionalisation, comme en témoigne le modèle chaviste.

Nous tenterons de montrer ce double caractère lié de la démocratie participative en commençant, (I) sur le plan théorique, par présenter quelques traits distincts et significatifs des différences entre ce qui est censé appartenir en propre à la démocratie représentative et ce qui est censé relevé de la démocratie participative. (II) Nous aborderons alors les correspondants pratiques de ces traits au Venezuela et en Colombie.

Nous ne prétendons pas, dans les remarques qui suivent, à l'exhaustivité. Ainsi, si la dimension historique est essentielle, nous ne pouvons ici présenter une genèse des systèmes politiques au sein desquels sont apparus les leaders des deux pays concernés et leurs principaux acteurs. En outre, nous insisterons plus, dans la comparaison, sur la dimension chaviste car, si les traits de la démocratie libérale en général, et de celle qui existe en Colombie en particulier, font l'objet d'attentions rigoureuses renouvelées, le Venezuela chaviste est plus encore sujet aux polémiques. Et, quand bien même il pourrait se résumer à l'édification d'une «dictature contre-révolutionnaire» (Mires), les nuances qui habitent les rapports entre le discours officiel, binaire et dénonciateur, et les aléas des pratiques, radicales et souvent interrompues, laissent le champ ouvert à une véritable théorisation du populisme ou de la «démocratie participative».¹

Libéralisme

Lors de la signature, en septembre 2001, de la Charte Démocratique Interaméricaine, le représentant du Venezuela, l'ambassadeur Jorge Valero, affirmait clairement la supériorité de la «démocratie participative» sur la démocratie représentative défendue par le texte, cette dernière ayant été trop souvent invoquée, selon l'ambassadeur, pour couvrir des crimes. L'expression de «démocratie représentative» était, d'ailleurs, étrangement réduite, par ce même diplomate, à un outil forgé pour lutter contre les «démocraties populaires», pendant la Guerre froide. La «démocratie participative» devait, finalement, réaliser la démocratie authentique. En 2009, Hugo Chávez confirmait cette position. Il annonçait la réalisation de «la femme nouvelle et de l'homme nouveau qui rendent possible la démocratie révolutionnaire dont nous rêvons». Il continuait en ces termes: «Le temps est propice à ce que tous les pouvoirs, libérés du fardeau (*lastre*) de leur division –conséquence d'une héritage néfaste que nous devons

¹ C'est le rôle assumé dans le discours par l'idée de «démocratie participative et *protagonique*». Notons que si les premières années du gouvernement Chávez ont bien été accompagnées par d'authentiques formes de mobilisations sociales, notamment dans le sillage de l'adoption de la Constitution de 1999, celles-ci se sont vues remplacées par diverses formes toujours plus intégrées aux structures du Pouvoir, des cercles bolivariens aux milices parapolicieres/militaires, jusqu'aux actuels Conseils Communaux qui, toutefois ont pris une certaine autonomie, dans une véritable déshérence, faute de moyens.

dépasser au plus vite—, travaillent en coordination comme l'exige le constitutionnalisme populaire qui prend forme au Venezuela et en notre Amérique. Le jour doit arriver qui permettra au peuple de dire avec assurance (*certeza*): A présent, nous tenons un État.» (Chávez, 2009)

L'anti-libéralisme constitue donc la clé philosophique ou philosophico-politique de la position des tenants de la démocratie participative. Sa dimension politique est l'anti-constitutionnalisme et, sur le plan international, l'anti-américanisme baptisé «anti-impérialisme».

L'anti-libéralisme est devenu le fond d'une partie de la culture politique contemporaine (Raynaud), notamment en Europe, ce dont témoignent, notamment, les commémorations du dixième anniversaire de la mort du sociologue Pierre Bourdieu dont les écrits et les engagements socio-politiques héritent, à leur manière, de Durkheim et de Marx, à quoi se mêle la nostalgie de la figure sartrienne de «l'écrivain engagé» (Baudouin, 2012). L'anti-libéralisme représente une nouvelle mouture de *L'Opium des intellectuels* (Aron, 1955) et procède du marxisme de Marx lui-même, quand celui-ci déplorait l'individualisme essentiel supposé de la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen dans ses écrits de jeunesse, pour rejeter cette Déclaration, en particulier dans *La Question juive* et défendre une approche collectiviste des droits et de la politique (Sénik, 2010).

Il découle logiquement (mais non nécessairement) de cela que l'irradiation de l'anti-libéralisme dans le registre de la pratique politique prend la forme de la remise en cause de l'État de droit, de la distinction des pouvoirs qui lui est liée, et dont Locke et Montesquieu avaient fait, chacun à sa manière, le signe de l'entrée dans la modernité politique, donc de la sortie du despotisme. Cette irradiation peut être résumée à la mise à mal du *constitutionnalisme* contemporain. De même qu'il existe plusieurs définitions de la démocratie – dont les variations sur les déviations que sont les «démocraties plébiscitaires», les «démocraties délégatives» et autres «démocraties précaires» portent témoignage en creux –, il existe plusieurs approches du constitutionnalisme. Toutefois, la base commune est constituée par l'érection

consentie d'un ensemble stable d'institutions normatives, dont le fonctionnement est assez complexe pour empêcher des transformations brutales au gré des caprices des dirigeants ou de la majorité du moment. (Holmes, 1999)

Il existe une tension entre le constitutionnalisme (qui exclut certaines décisions du processus majoritaire) et la démocratie (qui, idéalement, ne souffre pas de contrainte extérieure à la décision majoritaire) (*Ibid.*: 218-219) que, chacun dans son pays, Álvaro Uribe et Hugo Chávez ont illustrée, en voulant s'adresser directement au peuple, d'une part, et d'autre part en prétendant éliminer les intermédiations institutionnelles quand la *vox populi* semblait aller dans leur sens. Or, cette tension est inhérente à la démocratie moderne ou représentative, ou libérale –autant de termes équivalent–, et peut se convertir en contradiction jusqu'à éliminer l'un des termes du couple, aujourd'hui étroitement lié, démocratie-constitutionnalisme. L'insistance sur la contradiction, plutôt que sur la tension, reste une tentation présente, notamment en Amérique latine où le politologue Alain Rouquié en a observé plusieurs manifestations (Rouquié, 2010): le «constitutionnalisme populaire» de Chávez vient heurter de front le constitutionnalisme classique en passant outre les normes établies par sa propre «Constitution bolivarienne» de 1999 et en touchant, par conséquent, à l'institutionnalisation de ces mêmes normes. Il a, en effet, engagé, surtout après le coup d'État manqué du 11 avril 2002, puis à la fin de 2006 avec le lancement du Parti Socialiste Uni du Venezuela, une politique de renforcement de la concentration de tous les pouvoirs qui a trouvé, cependant, un double obstacle. Le premier est son propre manque d'organisation systématique, grevé notamment par le fait que le palais présidentiel de Miraflores est le centre de toutes les commandes. Le second obstacle tient à la tradition démocratique vénézuélienne qui s'est déployée à partir de 1958 et le pacte de Punto Fijo.

De manière générale, le fait même que le discours chaviste soit avant tout «anti» constitue un obstacle à une raison pratique constructive et donc durable. L'armée est alors devenue l'outil compensatoire de cette négativité puisqu'elle est censée apporter la discipline qui

manque au système politique chaviste, outre le fait qu'elle est le correspondant institutionnel encore relativement fiable de la rhétorique martiale du président (Rouquié, 2010: 245).

En Colombie, un paradoxe peut être décelé dans le fait qu'un civil, le président Uribe, a mis en branle la machine militaire plus rapidement que ne l'avait fait son homologue vénézuélien, pour réaliser sa promesse d'en finir avec les guérillas. Uribe bénéficiait, toutefois, de l'élan donné par son prédécesseur Andrés Pastrana avec la mise en place des bases du Plan Colombie, et donc l'aide des États-Unis. En outre, les personnalités autoritaires des deux présidents pouvaient logiquement conduire à une militarisation des politiques publiques, surtout de sécurité, avec quelques réserves dont nous pouvons aujourd'hui tenir compte, rétrospectivement. En effet, si, depuis Rómulo Betancourt, en février 1959, le Venezuela a su soumettre les militaires au Pouvoir civil, des observateurs pouvaient craindre qu'en Colombie, l'espace laissé aux forces de l'ordre, pour combattre les groupes armés illégaux sur un territoire de grande envergure, pourrait donner lieu non seulement à une continuation des exactions de triste mémoire, mais aussi à un débordement de l'autorité militaire sur l'autorité civile (Bejarano, 2011: 305).

La déconstitutionnalisation des deux systèmes politiques représentait donc un risque majeur. Elle n'a toutefois pas eu lieu en Colombie, comme en témoigne l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 26 février 2010 qui empêchait Uribe de se présenter une troisième fois à l'élection présidentielle. En revanche, une certaine déconstitutionnalisation a eu lieu au Venezuela, en dépit (ou à cause?) de la confection de la Constitution de 1999. Ce phénomène s'inscrit dans le temps assez long de l'histoire des idées influentes.

En effet, par comparaison et par différenciation du «civilisme» colombien de mémoire santandérienne, le Venezuela a développé une culture politique du «césarisme démocratique» qui entre en confrontation avec la culture politique démocratique des cinquante dernières années et avec celle de la voisine colombienne.

La culture politique du «césarisme démocratique» s'appuie sur l'idée du «gendarme nécessaire» (Vallenilla Lanz, 1990: 165-231), autrement dit d'un grand caudillo rassemblant les morceaux épars du pays en éliminant les caudillos régionaux. Lorsque Vallenilla se lance dans la théorisation de cette dictature, il rend indirectement un hommage à Vicente Gómez, alors président, tyran jaloux d'un pouvoir qu'il a ôté à son protecteur, qu'il va faire fructifier et qu'il va renforcer grâce aux débuts de l'exploitation du pétrole, à partir de 1910. «Tyran libéral», écrit l'historien Caballero, en un sens partiellement ironique. Car il ne s'agit pas d'un tyran respectueux de l'État de droit ou simplement de la distinction et combinaison des pouvoirs, mais d'un dispensateur de ces libéralités calculées que le pétrole va précisément lui permettre. Hommage, donc, au tyran en place, il l'est à une figure qui gît au fond de la conscience collective vénézuélienne et ce, non sans arguments sous la plume du sociologue qu'est véritablement Vallenilla. Cette déférence d'un moment est alors aussi la formulation la plus achevée du caudillisme centralisateur et de sa défense.

Le «gendarme nécessaire» est le garant de la «loi bolivienne» qu'il extrait de l'histoire naturelle du pays et à laquelle il veut conférer sa forme authentique et pour toujours. Parce que naturelle, elle ne peut, d'abord, que se poser en s'opposant à ces lois artificielles issues des lubies des Lumières européennes: donc à la fois abstraites, décalées des réalités et extérieures, exogènes, étrangères aux traits essentiels de la vénézuélitude. L'opposition de l'essentiel, du propre, du sien, à l'artificiel, au lointain, à l'importé, structure le mythe d'une «Constitution organique» qui deviendra, dans la bouche de Chávez, un «constitutionnalisme populaire» opposé à la constitution écrite à laquelle il a pourtant apporté sa pierre en 1999. La position chaviste (et d'abord chavienne) d'une violation répétée de sa propre Constitution écrite trouve donc ses prémisses dans la prose vigoureuse et limpide de Vallenilla: organique, la Constitution est constamment en élaboration. Nous ne pouvons d'ailleurs pas traduire ce trait par le mot «construction» en usage dans le jargon académique actuel, car il ne s'agit en rien d'une construction consciente, patiente, voire architecturale, mais d'une Constitution en mouvement (*in proceso* dit le discours chaviste) et ce, d'autant plus nécessairement, que le com-

plot dont elle est en permanence la cible l'empêche, par définition (psychologique) de se stabiliser.

Vallenilla traduit cela en termes plus boliviariens (boliviens, selon sa terminologie) que Bolívar lui-même. *El Libertador* considérait que les peuples d'Ibéro-Amérique n'avaient pas assez d'éducation et de maturité politique pour être organisés sur le schéma de ce qui restait pour elles des «républiques aériennes, ou éthérées» décrites par Montesquieu ou Rousseau et qui avaient trouvé à s'incarner en Amérique du Nord et en certains pays d'Europe dont l'Angleterre tant admirée par lui. Vallenilla enfonce le clou jusqu'à justifier directement, sans ambages, la tyrannie: non seulement le «peuple» n'existe pas, non seulement il a besoin de la fêrule d'un maître sans concessions pour espérer trouver sa forme et sa place organiques, mais il doit être guidé d'une main de fer, une fois formé, afin de correspondre à l'image du Venezuela qui doit se réaliser. Le peuple est donc informe, puis doit être coulé au marbre de la «loi bolivienne».

Dans le cas de Chávez, le procédé est le même, mais le discours se doit d'épouser le vocabulaire de la souveraineté démocratique, et la valorisation du *demos* posé comme un absolu. Le peuple vénézuélien est donc mythifié par l'érection d'une partie de la population (les pauvres) en totalité, mais totalité qui n'existe elle-même que dans la personne du *Comandante*. La «loi bolivienne» devenue «Constitution bolivarienne» arrive aux sommets de l'État et régit la «Révolution» du «Socialisme du XXI^e siècle» dont Bolívar était l'annonciateur, en fait sans le savoir.

Vallenilla aurait-il applaudi à la vue d'un tel populisme bolivarien ou de la «démocratie participative» proclamée? Oui et non, peut-on se risquer à écrire. Sans doute le populisme bolivariano-chaviste entretient-il dans le caudillisme du «césarisme démocratique» qui ne tolère pas de limites externes à l'exercice de son pouvoir: la loi est le produit

et le fait du «gendarme nécessaire» qui, parce qu'il sait, parce qu'il vit et sent la «Constitution organique» de son peuple, peut la changer comme bon lui semble, tel le bon gouvernant du *Politique* de Platon. Toutefois, aussi mensonger que soit le discours chaviste, il prétend incarner un peuple et suivre son souffle,² ce qui est contraire à la doctrine de Vallenilla: le propos de ce dernier, sans fioriture idéologique désigne, rétrospectivement et *a contrario*, une partie de la «supercherie» que décèle Hermet. L'aspect «populaire» chagrinerait donc sans doute Vallenilla comme une concession à l'idéologie du moment, faiblesse qui n'est qu'une façade justifiant un travail bien différent derrière les apparences verbales d'aide aux pauvres et de lutte contre la corruption. Car, si un disciple de stricte observance du «césarisme démocratique» ne saurait que rejeter la doctrine chaviste comme simple mensonge, le renvoi à la «démocratie participative et protagonique» hérite toutefois de l'objet et des méthodes «césarisme»: former le pays en éduquant idéologiquement le peuple sans qu'il ait voix au chapitre sur sa propre formation.

Au total, si l'on peut discerner une inclination anti-libérale et populiste chez Uribe, et une idéologie anti-libérale chaviste qui se diffuse largement par le martelage médiatique et la censure indirecte,³ les deux pays concernés connaissent un destin dissemblable du fait d'un élément structurel: alors que l'idéologie du pouvoir chaviste est centrée sur l'héritage revu et plus mythifié que jamais de la figure de Bolívar, la doctrine colombienne est plurale. Dans ce dernier cas, nous avons affaire à un *polythéisme politique* qui voit coexister Bolívar avec Santander et Nariño dans le panthéon des *próceres de la patria*. Dans le cas du Venezuela, au contraire, le *monothéisme politique* est de rigueur;

² C'est le rôle assumé dans le discours par l'idée de «démocratie participative et protagonique». Notons que si les premières années du gouvernement Chávez ont bien été accompagnées par d'authentiques formes de mobilisations sociales, notamment dans le sillage de l'adoption de la Constitution de 1999, celles-ci se sont vues remplacées par diverses formes toujours plus intégrées aux structures du Pouvoir, des cercles boliviariens aux milices parapolicières/militaires, jusqu'aux actuels Conseils Communaux qui, toutefois ont pris une certaine autonomie, dans une véritable déshérence, faute de moyens.

³ *Globovisión*, la dernière chaîne de télévision critique du gouvernement et en accès libre, vient d'être condamnée à verser une amende qu'elle sera sans doute incapable d'honorer (mars 2012).

ce qui produit une religion politique ou séculière apte à mobiliser en faveur de la «démocratie participative» et à réduire drastiquement le champ de la démocratie libérale.

Diffraction perpétuée

Les pratiques et les discours qui se sont déployés dans les deux pays reflètent donc deux conceptions divergentes de la politique dont la version chaviste s'appuie sur une croyance politique: celle d'une démocratie participative, ou directe, qui viendrait se substituer à la démocratie représentative. Cette croyance s'inscrit dans la lignée des utopies «du bon sauvage au bon révolutionnaire», dont l'Ibéro-Amérique, puis l'Amérique latine a été le terrain privilégié de projection en Occident (Rangel, 1976). Elle égrène l'histoire politique de la région de rédemptions et de rédempteurs dont Chávez est la dernière figure en date (Krauze, 2011), sacralisation à laquelle Uribe a échappé de peu (Launay, 2010: 148-153).

L'imagerie liée au sauveur providentiel ou au «gendarme nécessaire» a pu nourrir la vision de nombre de partisans d'Uribe –imagerie qui s'est éteinte avec le style politique de son successeur Juan Manuel Santos–; elle imprègne, de nouveau, le Venezuela depuis 1998. Toutefois, et en contradiction, ou en tension, avec cette atemporalité de la figure sacralisée du Sauveur, la «démocratie participative» est travaillée par une ambition d'enracinement qui fait fi des obstacles de tout type (théoriques et pratiques) à l'érection *systémique* d'un tel régime. La confusion est, en effet, dirimante, de la participation –ou des divers mécanismes envisageables de participation plus large et plus fréquente que le seul vote– avec la dite «démocratie participative», ou avec la «démocratie directe» (Renjer, 2010: 27; chap.VII) considérée comme régime politique à part entière, qui passe outre les intermédiaires, et promeut une communion collective obligatoire et permanente. Ortega y Gasset prévenait, à la fin des années 1920, contre le «politicisme intégral» de «l'action directe» (Ortega y Gasset, 2003); le politologue italien Giovanni Sartori porte, quant à lui, un diagnostic dans le même sens, à partir de l'expérience des années 1960:

La verdad es que el participacionismo de los años sesenta es, sobre todo y casi únicamente, una exasperación *activista* por participar. El llamado a «participar más» es meritorio, pero inflado sin medida sería casi como si toda la democracia se pudiese resolver con la participación. Es una recaída infantil, y también peligrosa que nos propone a un ciudadano que vive para servir a la democracia (en lugar de la democracia que existe para servir al ciudadano). (Sartori, 1994: 76)

Le défaut dont pourrait être accusé Sartori serait de revenir à un raisonnement libéral (la démocratie est au service du citoyen et non le citoyen au service de la démocratie) et donc de changer de registre par rapport à celui du discours participatif. Cependant, le politologue italien ne manque pas de renvoyer à la pratique politique, dans le cadre de sa distinction fondamentale entre la démocratie antique et la démocratie moderne qui conduit au risque d'évanescence de la liberté de l'individu lorsque l'on veut transposer la première dans la société moderne. La démocratie directe était, en effet, caractérisée par une «absorbente politicidad exigida por la conducción en propio de los diversos asuntos públicos (...)». Le citoyen était donc un citoyen total, «de tiempo completo». L'hypertrophie de la politique réduisait à presque rien les autres sphères de l'activité sociale pour donner une «sociedad deforme» (*Ibid.*: 141).

La «démocratie participative» se transforme donc logiquement et pratiquement en populisme dans la mesure où l'ensemble de la société est mise au service de la politique et, qui plus est, de la conservation du pouvoir de celui qui incarne le peuple. La «solution» se retourne alors contre le pays lui-même et «la *polis* [se desploma] en un torbellino de excesiva política» comme ce fut le cas pour la cité grecque (*Ibid.*: 142).

Un phénomène central manifestant ce déséquilibre potentiellement catastrophique en est la violence que subit la société, voire la violence produite par le discours et les actes du détenteur du Pouvoir et de ses affidés dont la logique est pétrie d'irrationalité, envers pratique de la prudence qui est censée informer la démocratie libérale (Aubenque, 1999).

La violence advient, d'abord, à travers la figure du *héros* de la Révolution, qui ne peut mourir (serait-ce pour cela que le cancer dont pâissait le président Chávez, officiellement depuis juin 2011, avait disparu quatre mois après, avant de revenir). Il est successivement *maître* du peuple auquel il enseigne «sa propre histoire oubliée» recomposée selon sa propre humeur; humeur qui est celle dont fait montre le *leader* lorsqu'il élabore des stratégies politiques au gré des soubresauts du discours et des réactions provoquées chez lui par tel événement; ce qui fait surgir le *guerrier*, garant de la souveraineté contre les menaces permanentes de complot et détenteur direct du pouvoir militaire dont il peut faire usage à l'intérieur comme à l'extérieur. Il le fait à l'intérieur sous forme, notamment, de «punitions sélectives» (Alujas, 2009: 67s.) qui frappent les opposants et les dissidents tel le général Baduel, vieux compagnon de route de Chávez, au point de l'avoir aidé en avril 2002 à recouvrer le Pouvoir, mais qui eut le malheur de s'opposer au referendum de décembre 2007 demandant notamment la possibilité de réélection indéfinie du président. Il se trouve aujourd'hui en prison sans avoir bénéficié d'un procès en bonne et due forme. Vers l'extérieur, l'affaire est plus délicate car, bien que secondé par les «Bolivariens» Ortega du Nicaragua, Correa d'Equateur et Morales de Bolivie (pour le noyau dur), Caracas se heurte à une Colombie alliée des États-Unis (le grand Satan impérialiste), mais aussi à un Brésil qui pose les bases de son hégémonie sur son «île», l'Amérique du Sud.

L'héroïsation, aux limites exogènes, donc, plutôt qu'endogènes (l'opposition est éclatée, même si elle a constitué une «Table Unitaire Démocratique»), trouve son sens historique d'être encadrée par «le mythe et l'utopie de la Révolution». Partie de la figure mythifiée de Bolívar, elle ouvre clairement sur le socialisme après la réélection triomphale de 2006. Le «socialisme du XXI^e siècle» devient la marque politique du régime alors qu'il n'était pas cité dans la Constitution «bolivarienne» de 1999. Le héros a posé alors l'infrastructure de cette espérance dont il fait vivre le peuple, «peuple noble, magnifique, (...) qui lutte» et pour lequel le leader se battra sans relâche.⁴

⁴ Aux États-Unis, le taux d'homicide tourne autour de six tandis qu'en France il est d'environ 1 pour 100 000 habitants.

Il s'agit alors plus que d'un discours, même d'un discours performatif qui investit d'universalité le mot «peuple», ce «signifiant vide» en construction, pour suivre Ernesto Laclau (Laclau, 2006: 127). Car, s'il est loisible au populiste de déployer des signifiés divers comme bon lui semble, c'est en fonction de situations réelles ou, plus souvent, imaginaires, du moins dans leur ensemble, mais qui conduisent à des politiques réelles. Réduire le populisme au discours risque alors d'évincer l'éthique de la responsabilité au seul profit de l'éthique de la conviction, pour reprendre ses termes à Max Weber. Cette logomachie qui caractérise tant Chávez est censée susciter l'action, ou reflète des velléités d'action qui ne sont telles que parce qu'elles sont tributaires d'une «gana» qui habite le héros-président et le rend versatile et immaîtrisable.

Le philosophe allemand Keyserling a été frappé par cette «gana» qui habiterait selon lui bien des comportements latino-américains. Parti en voyage en Amérique du Sud dans les années vingt (il séjourne surtout en Argentine), il en revint avec une réflexion sur ce qui dépasse ce que l'on ne saurait vraiment traduire par «une envie de». «Cette gana, écrit-il, n'est point une envie de quelque chose telle qu'elle se trouve à la base d'un choix de la volonté déterminée par la connaissance; ce n'est pas la gana espagnole, qui n'est pas volonté non plus: c'est la force originelle inconsciente, impulsion venue de l'intérieur, sur laquelle la conscience est sans empire.» Et plus loin de préciser l'irrationnel à l'œuvre: «Cet élément primordial paraît étrange et troublant du point de vue de l'Esprit. Mais ce qui n'est pas moins troublant, c'est sa ressemblance avec ces obscures forces qui dans l'univers dit inanimé tiennent ensemble ce qui se trouve enchaîné, et que l'Esprit ne pourra jamais comprendre non plus.» (Keyserling, 1932 : 139, 173)

Les milliers d'heures de l'émission *Aló Presidente* sont traversées par cette «gana» qui fit prendre sans cesse au président des décisions imprévisibles à la grande surprise, au départ, et souvent au grand dam du gouvernement. Mais l'élan donné par la fusion avec le peuple ne souffre pas de ralentisseurs et d'intermédiations. Le renversement de toutes les conventions de la démocratie moderne ou libérale se

tourna vite en mépris pour la légalité formelle. Le gouvernement direct de «la société démocratique, participative et protagonique» du préambule de la Constitution de 1999 a mis en place, par à-coups, un système politique qui vient s'ajouter à la typologie ternaire d'antique mémoire à laquelle avait été adjointe la catégorie de totalitarisme au XXe siècle.

Le paradoxe, la contradiction voire le mensonge qui gît entre le discours et la réalité tient en une désinstitutionnalisation (Aveledo, 2010: 47-68) qui rend l'État évanescent sous les coups d'un verbe et d'un geste qui privilégient la violence et ont transformé, finalement, l'État en un État État criminalisé. Pour Douglas Farah, auteur d'une étude sur le sujet (Farah, 2011: 20), il existe des État États qui n'ont pas ou peu d'emprise sur certaines parties de leur territoire et qui sont conduits à se battre pour recouvrer leur souveraineté. Il existe aussi des État États qui, tout en conservant un certain monopole de l'usage de la force, se transforment en une entreprise criminelle au bénéfice d'une petite élite.» Dans ce cas «(...) l'État criminel apparaît quand un État qui fonctionne accorde ou franchise une partie de son territoire à des groupes non étatiques pour réaliser leurs propres activités (*agenda*) avec la bénédiction et la protection du gouvernement central ou d'un pouvoir régional. L'État et les acteurs non étatiques partagent les profits de l'activité criminelle.» Les pays de la «Révolution bolivarienne» se trouvent dans ce cas. Au Venezuela, «la principale activité criminelle fournissant des revenus est le trafic de cocaïne, et le plus important (mais non le seul) bénéficiaire du parrainage d'État sont les FARC.»

Or, la violence au Venezuela (calculée par le nombre d'homicides pour 100 000 habitants) a dépassé, de loin, ce que connaît la Colombie voisine pourtant toujours partiellement en guerre interne: le nombre d'homicides, selon l'ONG «Observatoire vénézuélien de la violence», a quadruplé entre 1998 et 2010 pour atteindre 61, à comparer avec les 25,6 pour l'Amérique latine et le chiffre de 35 pour la Colombie. L'Institut National des Statistiques du Venezuela annonçait même,

pour 2009, un taux de 75 pour 100 000 habitants, soit le double de celui de la Colombie et quatre fois celui de l'Irak. Le gouvernement a tenté d'étouffer ces chiffres, s'y prenant toutefois trop tard pour empêcher leur diffusion (ICG, 2011: 3-4).⁵

En Colombie, en dépit de points erratiques des politiques suivies depuis les années quatre-vingt-dix, l'objectif a clairement été de réduire la violence homicide. Si, sous la présidence Uribe, le discours a pris parfois des allures de confrontations verbales violentes, usant de qualificatifs dénonciateurs périlleux, en un pays où le recours aux armes est encore loin d'être impensable, la violence physique a (relativement) baissé en ce début du XXI^e siècle. La violence du discours s'est totalement éloignée des lieux du Pouvoir central. Il reste que les bandes criminelles dites émergentes posent des problèmes *stratégiques* à l'État qui témoignent, toutefois, du fait que les deux grands groupes d'acteurs dorénavant en confrontation sont, d'un côté, l'État et ses alliés extérieurs ou intérieurs, d'un autre côté, ces bandes et autres groupes guérilleros dont la condamnation est, aujourd'hui, sans appel de la part de l'immense majorité de la population. L'État de la démocratie libérale clarifie les situations sans leur ôter leur complexité.

Conclusion

Tocqueville était pessimiste sur la capacité des Ibéro-américains d'instaurer la démocratie libérale. Sans doute, la comparaison avec les États-Unis des années dix-huit cent trente ne permettait pas d'entrevoir les possibilités de *self-government* sud-américain dont pourtant les première Juntas des révolutions de l'Indépendance avait témoigné.

La démocratie moderne s'est toutefois forgé un chemin différencié selon les pays d'Amérique latine. L'autoritarisme n'est toujours pas exclu de leur horizon politique. Mais, si l'on excepte Cuba, le risque reste celui d'une dérive *egocratique* de la démocratie qui veut radicaliser la réalisation de la souveraineté populaire en revêtant les oripeaux d'une démocratie participative mythique, les promesses des lendemains qui

⁵ Aux États-Unis, le taux d'homicide tourne autour de six tandis qu'en France il est d'environ 1 pour 100 000 habitants.

chantent reposant sur une reconstruction réductrice du passé et un écrasement du présent. La rhétorique révolutionnaire sert à justifier la déstructuration du système politique et à voiler l'avènement de l'anarchie. Un historien décelait l'ampleur de celle-ci en Colombie, dans les années quatre-vingt-dix, lorsqu'il parlait du «libéralisme par omission» de son pays (Palacios, 1999: 235).⁶ Son retour au Venezuela s'amplifie alors que le *comandante* voit son charisme se réduire et son corps le quitter. Les processus et les mœurs démocratiques pourront-ils compenser le délitement du libéralisme politique ou, à l'inverse, l'armée reprendra-t-elle le fil d'une histoire oubliée?

Bibliographie

- Albujas, Miguel (2009). «El resurgimiento del Totalitarismo y sus consecuencias políticas en el escenario venezolano», dans Carlos Kohn y Rodolfo Rico (comp.), *El Totalitarismo del siglo XXI. Una aproximación desde Hannah Arendt*, Caracas: Université Cantrale du Venezuela.
- Aubenque, Pierre (1999). *La prudencia en Aristóteles*, con apéndice sobre *La prudencia en Kant* (1963), trad. J. Torres Gómez-Pallete, Barcelona: Crítica.
- Aveledo, Ramón Guillermo (2010). «Consecuencias institucionales de la presidencia de Hugo Chávez», dans Francesca Ramos *et al.* (ed.), *Hugo Chávez: una década en el poder*, Bogotá: Editorial Universidad del Rosario.
- Badie, Bertrand et Hermet, Guy (2001). *La politique comparée*, Paris: Armand Colin.
- Baudouin, Jean (2012). *Pierre Bourdieu. Quand l'intelligence entrain enfin en politique! 1982-2002*, Paris: Le Cerf.
- Bejarano, Ana María (2011). *Democracias precarias. Trayectorias políticas divergentes en Colombia y Venezuela*, Bogotá: Uniandes.
- Chávez, Hugo (2009). *Las Líneas de Chávez*, «Del Mercosur al Alba», Agencia bolivariana de informaciones, 13 décembre 2009.
- Farah, Douglas (2011). «Terrorist-Criminal Pipelines and Criminalized States: Emerging Alliances», *PRISM. A Journal of the Center for Complex Operations*, National Defense University Press, vol. 2, n°3, 06/2011.

⁶ Il écrivait que la Colombie était par un «libéralisme par omission», c'est-à-dire par un libéralisme qui «néglige son propre fondement selon lequel la sécurité, c'est-à-dire le droit à la vie, au respect et aux biens, est la garantie sine qua non des autres libertés individuelles et sociales.»

- Hermet, Guy (2001). *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique, XIXe-XXe siècle*, Paris: Fayard.
- Holmes, Stephen (1988). «El precompromiso y la paradoja de la democracia», en *Constitucionalismo y democracia* (1988), Jon Elster y Rune Slagstad (comp.), trad. M. Utrilla de Neira, México: Fondo de Cultura Económica, 1999, p. 217-262.
- ICG: «Violence and Politics in Venezuela», *International Crisis Group, Latin American Report*, n°38, 17 August 2011.
- Keyserling, Hermann de (1932). *Méditations sud-américaines*, trad. de l'allemand par Albert Béguin, Paris: Stock.
- Krauze, Enrique (2011). *Redentores. Ideas y poder en América Latina*, México/Bogotá, Random House Mondadori/Debate, 2011.
- Laclau, Ernesto (2006). *La razón populista* (2005), trad. Soledad Laclau, México, Fondo de Cultura Económica.
- Launay, Stephen (2010). *Chávez-Urbe, deux voies pour l'Amérique latine ?*, Paris: Buchet-Chastel.
- Mires, Fernando (2007). *Al borde del abismo. El chavismo y la contrarevolución antidemocrática de nuestro tiempo*, Random House Mondadori/Debate.
- Ortega y Gasset, José (2003). *La rebelión de las masas* (1929), Madrid: Alianza Editorial.
- Palacios, Marco (1999). *Parábola del liberalismo*, Bogotá, Norma.
- Rangel, Alfredo (1976). *Del buen salvaje al buen revolucionario*, Caracas: Monte Avila.
- Renjer, Irene (2010). *Democracia directa en Argentina, Uruguay y Venezuela*, Buenos Aires: Prometeo Libros.
- Rouquié, Alain (2010). *À l'ombre des dictatures. La démocratie en Amérique latine*, Paris: Albin Michel.
- Sartori, Giovanni (1994). *¿Qué es la democracia?* (1993), trad. M. A. González Rodríguez, Bogotá: Altamir Ediciones.
- Sintomer, Yves (2009). *La démocratie participative*, Paris: La Documentation française.
- Torres, Ana Teresa (2009). *La herencia de la tribu. Del mito de la Independencia a la Revolución Bolivariana*, Caracas: Alfa.
- Vallenilla Lanz, Laureano (1990). *Cesarismo democrático* (1919), Caracas: Monte Avila, 1990.

